

Les cinq leçons de l'opération « Sindoor »



Sameer Lalwani, Shailender Arya, David Brostoff | 3 juillet 2026 | ARTICLES



Ce texte est une traduction de l'article « [Deep Learning From Operation "Sindoor": Five Takeaways From a Four-Day War](#) », paru le 22 janvier 2026 sur War on the Rocks.

Les tensions entre l'Inde et le Pakistan – deux pays qui, selon le président Donald Trump, s'affrontent [depuis 1 500 ans](#) – ont rapidement dégénéré en l'espace de quelques jours en mai 2025. Du 7 au 10 mai pour être précis, les deux nations se sont menées une [guerre de 88 heures](#) après que l'Inde a accusé le Pakistan d'avoir orchestré une [attaque terroriste atroce](#) en avril, qui a causé la mort de 26 civils. Ce [conflit a été l'un des plus significatifs](#) entre ces deux rivaux dotés de l'arme nucléaire depuis des décennies. Il a impliqué une série de frappes sans précédent sur le territoire pakistanais, des combats aériens, des duels de drones, des manœuvres navales et des campagnes de désinformation. Les hostilités se sont brutalement intensifiées dans la soirée du 9 mai, poussant les États-Unis et d'autres observateurs, qui craignaient une escalade rapide, à faire pression pour obtenir un cessez-le-feu.

À la suite du conflit, les analystes ont dégagé plusieurs enseignements fondamentaux. L'Inde s'est montrée disposée à franchir de nouvelles lignes rouges, à [prendre davantage de risques](#) et, s'inspirant des leçons de l'Ukraine et du Moyen-Orient, à mener des frappes aériennes et de missiles sur des cibles en profondeur au sein du territoire adverse. New Delhi semble également avoir [sous-estimé les capacités et la détermination d'Islamabad](#), ce qui aurait entraîné [quelques pertes matérielles](#), bien que l'Inde [affirme](#) avoir également abattu plusieurs appareils pakistanais. Si l'Inde a peut-être remporté l'engagement militaire « aux points » plutôt que par un KO décisif, elle a échoué à afficher efficacement cette victoire en direction des opinions publiques nationale et internationale, révélant la nécessité d'une meilleure communication stratégique. Enfin, la maîtrise de l'escalade, bien que revendiquée par New Delhi, n'a pas sauté aux yeux de toutes les parties, ce qui a conduit les États-Unis et d'autres à exiger un cessez-le-feu.

Comme cela a été [soutenu sur War on the Rocks](#), cette guerre brève mais conséquente de l'Inde contre le Pakistan, connue sous le nom d'[opération « Sindoor »](#), pourrait s'élever au rang de creuset pour la pensée stratégique et opérationnelle indienne à long terme. Dans les semaines et les mois suivant le conflit, cinq leçons distinctes ont émergé. Premièrement, New Delhi estime

pouvoir mener une guerre conventionnelle en deçà du seuil nucléaire. Deuxièmement, l'Inde a développé une préférence pour la « guerre sans contact ». Troisièmement, l'armée indienne a identifié, et commence à combler, des lacunes dans ses capacités. Quatrièmement, New Delhi a réévalué la nature de la menace sino-pakistanaise. Enfin, l'Inde a réaffirmé ses liens stratégiques avec la Russie.

Ces cinq enseignements ne sont nullement exhaustifs et peuvent différer des conclusions d'autres observateurs. Ils n'en restent pas moins pertinents pour les décideurs politiques cherchant à comprendre la trajectoire stratégique de l'Inde dans les années à venir. En tant que puissance émergente dotée de l'une des plus grandes économies et armées du monde, les leçons que l'Inde tire de la guerre et ses actions ultérieures façonneront la stabilité régionale et les intérêts américains dans l'Indo-Pacifique. De plus, alors que Washington approfondit son partenariat avec New Delhi, les évolutions doctrinales indiennes, le développement de ses capacités militaires et sa politique d'équilibre des puissances exigent une attention accrue.

La guerre sans le nucléaire

Durant l'opération « Sindoor », l'Inde a appris qu'elle pouvait mener des « [représailles calibrées](#) » sans déclencher de crise nucléaire entre les deux pays. Des stratèges indiens, tels que l'amiral Arun Prakash, [ont depuis réfléchi](#) au fait que cette guerre « a encore élargi l'espace pour les opérations conventionnelles en deçà du seuil nucléaire ».

Dans le cadre d'un changement doctrinal perceptible, l'Inde a repoussé les limites de la politique conventionnelle vis-à-vis du Pakistan, en particulier au cours des dernières années. En 2016, l'Inde a mené des « [frappes chirurgicales](#) » contre des bases terroristes et des zones de rassemblement près de la ligne de contrôle, la frontière militaire *de facto* entre les deux pays. En 2019, l'Inde a frappé plus fort lorsque son armée de l'air a [bombardé Balakot](#), un territoire situé dans la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa. Lors de la guerre de mai 2025, l'Inde a ciblé la province du Pendjab au Pakistan, fief de la majeure partie du *leadership* politique et militaire pakistanais. Tandis qu'en 2019, l'Inde menaçait le Pakistan [de frappes de missiles sol-sol](#) pour le contraindre à restituer un pilote indien capturé, elle n'a pas hésité, en 2025, à en lancer plusieurs salves.

En frappant le Pakistan, New Delhi affirme avoir démasqué le « [bluff nucléaire du Pakistan](#) », démontrant qu'il existe une marge de manœuvre significative pour la guerre conventionnelle. Si l'Inde semble généralement vouloir gérer l'escalade avec prudence, elle pourrait laisser entrevoir la possibilité de [frappes de ripostes](#) visant les installations nucléaires et les systèmes de commandement et de contrôle pakistanais. Les dirigeants politiques indiens souhaitent projeter une image responsable, mais certains [anciens responsables militaires](#) estiment qu'il y a un intérêt à exposer l'incapacité du Pakistan à protéger son arsenal nucléaire.

L'approche de l'Inde envers le Pakistan évolue d'une posture prudente et défensive vers une autre, plus assertive et caractérisée par une action militaire calibrée mais écrasante. Cela a probablement des implications doctrinales et un impact sur le développement des capacités à long terme.

L'adoption de la « guerre sans contact »

Alors même que l'Inde continue de créer un espace pour la guerre conventionnelle sous le seuil nucléaire, les chefs militaires indiens vantent les vertus de la « [guerre sans contact](#) ». Celle-ci combine des frappes à distance à l'aide de missiles, de drones et de munitions rôdeuses, ainsi que des sondes cybernétiques non cinétiques et des campagnes d'information. Il est important de noter que la guerre sans contact n'inclut pas d'incursions terrestres transfrontalières.

Bien que la guerre sans contact puisse impliquer une action cinétique intense, elle tend vers une escalade limitée et progressive, ce qui pourrait se traduire par des signaux faussement alarmants plutôt que par une coercition ou une usure significatives. Une telle forme d'« agression à bas coût » pourrait relever de ce que Jon R. Lindsay et Erik Gartzke appellent des « [formes de négociation dans l'ombre d'une guerre plus large](#) ». En effet, l'approche ressemble davantage à un décompte de points qu'à une victoire décisive.

Les décideurs politiques indiens ont longtemps planifié une [guerre terrestre](#), mais il existe de bonnes raisons de préférer les tactiques sans contact. Une guerre conventionnelle à grande échelle entraîne des coûts humains et économiques énormes. La guerre sans contact, en revanche, réduit les coûts, bien que son efficacité demeure incertaine car elle peine à imposer des dégâts significatifs à l'ennemi. Elle ne transmet pas non plus suffisamment de signaux sur les coûts ni d'informations sur la détermination ou la capacité. Bien que de telles frappes à distance puissent générer une « [dissuasion cumulative](#) », des frappes préventives ou de représailles routinières peuvent apparaître plus performatives que punitives, offrant une utilité symbolique pour les publics nationaux et internationaux. La nouvelle préférence de l'Inde pour la guerre sans contact peut être une

continuation de la tradition des [tirs transfrontaliers routiniers et des duels d'artillerie](#) le long de la ligne de contrôle. Non sans risque ni coût, la guerre sans contact ne garantit pas pour autant de renforcer la dissuasion ni de modifier l'équilibre militaire entre les deux pays.

L'inefficacité de la guerre sans contact était évidente dans l'écart entre les objectifs de guerre et les résultats obtenus.

Le membre du parlement indien [Shashi Tharoor](#) a soutenu que le Pakistan devait « [payer le prix](#) » pour avoir permis l'attaque terroriste. De même, le chef de l'armée indienne, le général Upendra Dwivedi, a déclaré que l'opération visait à apprendre au Pakistan « [comment se comporter](#) ». Pourtant, les [responsables indiens](#) reconnaissent que [les incidents transfrontaliers](#) sont susceptibles de se poursuivre, ce qui suggère que les leçons n'ont pas été suffisamment retenues, que le prix n'était pas assez élevé et que la stratégie n'est peut-être pas suffisante pour dissuader le Pakistan à l'avenir. L'épineux problème de la dissuasion découle de deux facteurs : la dépendance du Pakistan à l'égard des groupes militants en tant qu'[instrument de politique d'État](#) et les fortes incitations politiques nationales de l'armée pakistanaise [à combattre l'Inde](#).

La guerre sans contact peut éviter certains des risques et incertitudes de la guerre conventionnelle, mais elle est insuffisante pour contraindre un changement de comportement de l'adversaire ou pour épuiser significativement ses capacités. De plus, l'Inde doit veiller à ne pas trop tirer de leçons généralisantes de la guerre sans contact ni [à suradapter sa doctrine, sa structure de force et son industrie](#) envers le Pakistan, car cela pourrait s'avérer inadapté face à la Chine, dont les capacités militaires et les ambitions sont plus élevées.

Les lacunes en matière de capacités

La guerre a révélé plusieurs déficiences de capacités de l'Inde, qui ont permis au Pakistan de frapper plus fort que son poids ne semblait le permettre et de combattre l'Inde jusqu'à laisser naître la perception d'un « match nul ». Ces capacités incluaient la défense aérienne et les systèmes antidrone ; le renseignement, la surveillance et la reconnaissance (ISR) ; les communications résilientes dans un spectre électromagnétique contesté ; la vitesse capteur-tireur ; et les frappes à longue portée. New Delhi entend mettre en œuvre des réformes organisationnelles pour combler ces lacunes.

La défense aérienne et les systèmes antidrone

Les volées de drones du Pakistan ont mis à l'épreuve la capacité de l'Inde à affecter efficacement la défense dans le [littoral aérien](#), en raison de [lacunes dans la formation](#) et du volume massif de sondes et d'attaques de drones. L'Inde a tenté de résoudre le problème en expérimentant de nombreuses [solutions antidrone](#) à faible coût, notamment des [micromunitions](#) ou le [brouillage électronique](#), ainsi que des [armes à énergie dirigée](#) haut de gamme. Inspirée par le [Dôme de fer](#) d'Israël, l'Inde cherche à fusionner ses systèmes antidrone au sein d'un système de défense aérienne plus large. En août 2025, le Premier ministre Narendra Modi a annoncé le développement, d'ici 2035, du [Sudarshan Chakra](#), un système national de défense aérienne intégré.

Le renseignement, la surveillance et la reconnaissance

L'Inde a connu certaines [lacunes en matière de renseignements](#) pendant la guerre de 2025, notamment un échec dans le suivi en continu de l'armée de l'air pakistanaise. L'Inde a donc conclu qu'elle avait besoin de [davantage d'actifs de collecte spatiaux](#), avec des taux de revisite plus élevés, pour une détection persistante. New Delhi cherche également à [remédier à l'avantage](#) d'Islamabad en matière de systèmes de détection et de commandement aéroporté (AEW&C), qui a donné au Pakistan un [avantage dans le relais de données](#), le ciblage et le brouillage lors des échanges de missiles air-air pendant la guerre. En réponse à ces vulnérabilités, l'Inde a commencé à [investir dans une infrastructure](#) spatiale de renseignements, de surveillance et de reconnaissance. New Delhi a [accéléré un programme](#) de 3,2 milliards de dollars pour 52 satellites militaires destinés à une meilleure surveillance des frontières grâce à des charges utiles multicapteurs. Elle investit également dans des [communications satellitaires protégées](#), des [pseudo-satellites de haute altitude](#) et une large gamme de véhicules aériens [sans pilote](#) de [basse à haute altitude](#). Avec le projet [Netra MkII](#), l'Inde installe six systèmes aéroportés d'alerte précoce avancés sur des plateformes existantes.

La résilience électromagnétique

Bien que le conflit ait entraîné des [déploiements initiaux](#) de systèmes de guerre électronique par les deux camps, l'Inde a rencontré des difficultés liées à un environnement électromagnétique contesté, car de nombreux drones opéraient sur des [fréquences ouvertes](#) vulnérables. L'armée indienne a besoin de communications et de flux de données plus résilients et plus sécurisés pour opérer dans des environnements où les [systèmes mondiaux de navigation par satellite sont interrompus](#). Pendant l'opération « Sindoor », l'armée indienne a fait face à une guerre électronique, à du brouillage, à de leurres et à de

cyberattaques d'une échelle et d'une intensité sans précédents. Avant ce conflit, l'armée indienne ne s'intéressait à la guerre électronique que pour la forme, mais d'après nos discussions privées et les informations rendues publiques, les chefs de l'armée indienne ont désormais l'intention d'investir dans des algorithmes adaptatifs, des radios logicielles, des liaisons de données tactiques robustes, l'agilité de fréquence, la détection quantique pour la navigation et des systèmes de commandement et de contrôle avancés.

Les communications tactiques et la vitesse de décision

Pendant la guerre, la vitesse de décision du *leadership* militaire indien a probablement pris du retard en raison de problèmes de communication tactique, tels que des réseaux non intégrés, une latence élevée et une fusion manuelle lente des données. Comme l'a écrit un colonel indien, les « retards de données ont persisté, entravant la détection des menaces et le ciblage unifié ». Par conséquent, l'Inde a décidé de construire une armée plus agile et plus intégrée avec des normes de données et d'interface communes entre ses forces ; plus de plateformes connectées et des flux de capteurs intégrés à travers l'air, la terre et la mer ; et une fusion de données activée par l'intelligence artificielle (IA) pour une conscience situationnelle accrue sur le champ de bataille et une prise de décision rapide. Le système de commandement et de contrôle automatisé AkashTeer (« Flèche du ciel ») de l'Inde illustre de tels efforts d'intégration et fournit un modèle pour que l'armée indienne puisse étendre ses capacités.

Les frappes à longue portée

Le missile de croisière supersonique BrahMos a permis à l'Inde de frapper efficacement des cibles militaires sur l'ensemble du territoire pakistanais pendant la guerre. Pourtant, ce succès a mis en évidence deux lacunes critiques : le coût et la portée. Premièrement, à un coût de 5 millions de dollars par missile – soit presque le double d'un missile Tomahawk fabriqué aux États-Unis –, le BrahMos pourrait être insoutenable à produire ou à employer à grande échelle. L'Inde cherche donc à développer une artillerie guidée alternative, moins coûteuse.

Deuxièmement, même si les décideurs politiques et les stratèges indiens ont reconnu l'importance du missile BrahMos, ils ont également reconnu l'absence de toute capacité de frappe conventionnelle à longue portée pour atteindre Pékin et ainsi contrer leur « adversaire principal ». Le coût élevé du BrahMos et sa portée relativement faible (moins de 500 km) limitent la capacité de l'Inde à frapper efficacement en volume les cibles militaires chinoises retranchées sur le plateau tibétain ou à menacer plus profondément dans le pays le centre de gravité industriel de la Chine. L'Inde pourrait essayer de combler cette lacune grâce à une combinaison d'avions de combat de cinquième génération, d'avions de combat autonomes sans pilote, tels que le X-BAT, ainsi que le développement de missiles hypersoniques.

Une réforme organisationnelle

Les autorités stratégiques indiennes reconnaissent que la réforme organisationnelle sous-tend toutes les mises à niveau de capacités. Pendant des décennies, le processus d'acquisition d'armes de l'Inde a rendu la modernisation militaire incroyablement difficile, lente et coûteuse. Néanmoins, New Delhi semble prête à réduire sa bureaucratie pour réduire les délais habituels d'approvisionnements d'un tiers. De plus, le haut commandement militaire a priorisé l'établissement de commandements conjoints et intégrés afin d'améliorer la coordination, la planification et l'efficacité au combat. Par-dessus tout, certains anciens hauts dirigeants militaires, soutenus par les plus hauts responsables politiques et militaires, ont plaidé pour une fusion civilo-militaire afin de démanteler les cloisons historiquement rigides en Inde entre la base industrielle, les technologies et les stratégies politico-militaires. Cet effort vise à stimuler de nouvelles pensées et pratiques en croisant fonctionnaires et soldats avec des technologues, des entrepreneurs et des experts universitaires, améliorant ainsi les capacités de défense, la formation, la stratégie et le déploiement de la puissance, qu'elle soit *soft* ou *hard*, de l'Inde.

Faire face à deux fronts, un défi

Le changement le plus clair dans la pensée stratégique indienne depuis la guerre de mai est sans doute la conviction de New Delhi qu'elle fait désormais face à un « scénario cauchemar » sur deux fronts, impliquant une coopération active entre la Chine et le Pakistan.

Depuis les années 1950, les responsables indiens ont envisagé plusieurs scénarios de menace sur deux fronts de la part de la Chine et du Pakistan. Ceux-ci ont pris diverses formes : deux menaces distinctes ; une coopération politique et matérielle en temps de paix pour mettre en commun les ressources ; une agression opportuniste par l'un des pays alors que l'Inde est militairement engagée contre l'autre ; et même des offensives sino-pakistanaïses planifiées et simultanées. Au cours de la dernière décennie, certaines analyses s'inquiétaient de voir la Chine fournir au Pakistan de l'argent et des armes spécifiquement

pour maintenir New Delhi « déstabilisée ». D'autres [estimaient que la Chine](#) et le Pakistan pourraient ouvrir [deux fronts simultanés](#) le long de la frontière indienne, surmenant la capacité de réponse de New Delhi.

Après la guerre de mai, certains responsables indiens [en fonction](#) et [retraités](#) ont conclu que les masques étaient tombés du fait de l'implication active de la Chine dans le conflit. Pendant la guerre, le Pakistan a non seulement déployé des [systèmes d'armes chinois](#), y compris des avions de combat J-10, des missiles PL-15E, des missiles hypersoniques CM-401 et des systèmes de défense aérienne HQ-9P, mais a également compté sur [les données de renseignement spatiales](#) de la Chine, les apports de ciblage, le traitement des données et l'activité cybernétique. De plus, Pékin a apporté un [soutien diplomatique](#) et au niveau des récits. Le lieutenant-général Singh, chef adjoint de l'état-major de l'armée indienne, a publiquement affirmé : « [Le Pakistan] recevait des informations en direct de la Chine. »

La Chine a également signalé en mai dernier qu'elle pourrait exercer une pression supplémentaire sur les défenses indiennes. Par exemple, après qu'un navire espion chinois [est entré dans l'océan Indien](#), New Delhi a craint que Pékin ne surveille et ne transmette des renseignements à l'armée pakistanaise. De plus, sur la base de nos discussions privées, New Delhi a estimé que Pékin utilisait des drones pour sonder la frontière sino-indienne au moment où l'Inde combattait l'armée pakistanaise en mai dernier. De plus, l'État pakistanais a dirigé une vaste coalition d'opérateurs cybernétiques et de hacktivistes alliés contre l'Inde au cours de conflit, mais de nombreuses [cyberattaques](#) contre les systèmes indiens provenaient de Chine. La défense des réseaux cybernétiques civils de l'Inde s'est avérée efficace, mais le conflit a exposé des [vulnérabilités](#) à d'importantes attaques par déni de service distribué.

La possibilité que la menace sur deux fronts ait été « [fusionnée](#) » complique la planification de la défense indienne. Avec le soutien de la Chine, le Pakistan peut tenir tête à l'Inde. Comme l'a [noté](#) un analyste indien : « En matière de missiles, de drones et d'AWACS [systèmes de détection et de commandement aéroporté], le Pakistan est proche d'égaler l'Inde opérationnellement, et surtout dans le contexte d'un concours militaire court et rapide où l'usure n'entre pas en jeu. » La menace d'une implication chinoise supplémentaire pourrait cependant submerger les défenses indiennes.

Avec la possibilité que la menace sur deux fronts évolue vers un « [front unique renforcé](#) » écrasant, New Delhi doit développer une [stratégie de compensation](#) qui implique des choix difficiles et des risques. Cela inclut l'examen d'[augmentations massives des dépenses de défense](#), une plus grande dépendance envers les [partenaires et alliés](#), une [doctrine militaire révisée](#) (y compris une nouvelle stratégie de séquençage ou de priorisation), une plus grande intégration de l'[IA et des systèmes autonomes](#) dans ses forces armées, voire même des [options nucléaires](#).

La Russie fait son retour

Pendant des décennies, l'Inde a maintenu un [partenariat stratégique](#) avec l'Union soviétique, puis avec la Russie. Cependant, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, [les chercheurs](#) ont [débattu pour savoir](#) dans quelle mesure New Delhi réduirait sa dépendance à l'égard de Moscou. La performance de certaines armes russes – y compris le missile BrahMos et le système de défense aérienne S-400 – au cours de la guerre de mai a renforcé la confiance de New Delhi envers Moscou. Cela a conduit l'Inde à consolider sa relation de défense avec la Russie, ce qui s'est traduit par la [visite d'État](#) du président Vladimir Poutine à New Delhi en décembre 2025.

Le missile BrahMos, que New Delhi a codéveloppé avec Moscou depuis les années 1990, a permis à l'Inde de mener de nombreuses [frappes](#) contre des bases militaires au sein du territoire pakistanais. À l'heure actuelle, le Pakistan ne dispose d'aucune capacité de défense contre ce missile. Malgré un coût unitaire d'environ [5 millions de dollars](#), la récente [ouverture](#) d'une structure d'intégration et de test de missiles BrahMos en Inde indique que le ministère de la Défense projette d'augmenter la production des missiles, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation vers de nouvelles destinations comme [l'Indonésie et le Viêt Nam](#).

À la suite de la guerre de mai 2025, certains responsables militaires indiens ont également [salué](#) l'efficacité du système de défense aérienne russe S-400 dans la protection de l'espace aérien indien. New Delhi s'attend à ce que la Russie [livre](#) une nouvelle escadrille de S-400 d'ici mai 2026 et pourrait [envisager](#) l'achat de davantage de missiles intercepteurs et d'escadrilles S-400, ainsi que la mise en place d'une installation conjointe de [maintenance, de réparation et de révision](#) des S-400.

Néanmoins, l'Inde a des raisons de rester prudente quant à une dépendance accrue envers de nouveaux achats de S-400. L'armée indienne tente déjà de mieux intégrer d'autres systèmes de défense aérienne à moyenne portée. Par ailleurs, la Russie a [rencontré des difficultés](#) pour livrer le S-400 à l'Inde, probablement en raison de [perturbations de la chaîne d'approvisionnement](#)

en sous-composants critiques. Elle doit encore livrer [deux systèmes de défense aérienne](#) à l'Inde, dans le cadre d'un contrat signé en 2018.

Un défi encore plus grand concernant le S-400 provient de la Chine. Au fil des années, Pékin a testé les vulnérabilités du système de défense aérienne de l'Inde et les analystes et responsables indiens [craignent](#) que les microélectroniques intégrées dans les futurs systèmes S-400 ne proviennent de Chine. L'Inde aurait raison de craindre une baisse de performance du S-400 dans un conflit avec la Chine ou, comme l'a [suggéré](#) un responsable, le « soutien des régiments S-400 de l'Inde serait effectivement contrôlé par le rival stratégique de l'Inde, la Chine ».

Bien que l'Inde ait réaffirmé sa confiance dans certains des systèmes d'armes russes – et qu'elle continuera à en intégrer d'autres, comme la location d'un [sous-marin d'attaque nucléaire russe](#) d'ici 2028 – elle est susceptible de poursuivre sa diversification des partenariats de défense. Lors de discussions privées, certains acteurs de l'industrie de la défense indienne ont exprimé leur frustration face au manque de soutien offert par la Russie – en matière de réseaux de bataille, de liaisons de données ou d'intégration spatiale –, un soutien que la Chine a fourni au Pakistan pendant la guerre. De plus, ces dernières années, New Delhi a investi des dizaines de milliards de dollars dans l'achat d'armes et des accords de production conjointe avec des entreprises occidentales – y compris des [drones de haute altitude américains](#), des [avions de combat français pour leurs porte-avions](#) et des [missiles israéliens](#) – ce qui démontre la volonté de l'Inde de se diversifier.

*
* *

Opérationnaliser les leçons

L'opération « Sindoor » a été bien plus qu'une simple escarmouche de quatre jours avec le Pakistan. Ce conflit marque un tournant décisif dans la pensée stratégique indienne. S'il a révélé les forces de l'armée indienne, il a également mis en lumière certaines de ses faiblesses. Dans les mois suivant ce conflit, les analystes indiens ont tiré des enseignements cruciaux. L'Inde a démontré qu'elle pouvait mener une guerre conventionnelle sans franchir le seuil nucléaire, en recourant à la guerre « sans contact ». Elle a également identifié et commencé à combler ses lacunes en matière de capacités. De plus, New Delhi a assimilé des leçons géopolitiques plus larges : par exemple, elle a renforcé certains aspects de son partenariat de défense durable avec Moscou. Plus important encore, elle a reconnu l'existence du risque d'être menacé sur deux fronts et a entamé la planification pour répondre à ce défi.

À l'avenir, l'Inde devrait ajuster soigneusement sa stratégie concernant le Pakistan. Malgré la menace d'Islamabad, Pékin constitue le plus grand défi pour New Delhi. Comme le souligne le [Rapport 2025 sur la puissance militaire de la Chine](#), cette dernière revendique toujours une partie du territoire indien et a fréquemment recouru à la force pour faire valoir ces revendications. Les tensions ont atteint leur paroxysme en 2020, lorsque des soldats indiens et chinois se sont affrontés dans la [vallée de Galwan](#), faisant des dizaines de morts et déclenchant un [afflux](#) de dizaines de milliers de soldats à la frontière, toujours déployés aujourd'hui. New Delhi devrait chercher à éviter de tomber dans le piège chinois consistant à être « [distraite](#) » par un proxy chinois ou à se « [laisser enliser](#) » sur ses frontières terrestres. Faute de quoi, l'Inde pourrait être surprise par la menace plus insidieuse que représente la [croissance de la présence militaire chinoise dans l'océan Indien](#) et dans le vaste [Indo-Pacifique](#).

Les stratégies indiens ont ainsi tiré de la guerre de mai 2025 plusieurs leçons pour guider leur planification opérationnelle, le développement des forces et la grande stratégie pour la prochaine décennie. [Clausewitz](#) nous rappelle cependant que la guerre est « toujours la collision de deux forces vivantes ». Et en effet, le Pakistan – avec l'aide de la Chine – s'est aussi attaché à mettre à niveau ses positions [tactiques](#), [organisationnelles](#) et [géostratégiques](#). La prochaine crise entre l'Inde et le Pakistan – parce qu'il y aura probablement une prochaine crise – révélera si New Delhi a non seulement appris des leçons conceptuelles, mais si elle a su les opérationnaliser efficacement à grande échelle, mieux que ses adversaires.

Crédit photo : [KuntalSaha](#)

— • — — • — • — • — • — • —
Sameer Lalwani, Shailender Arya, David Brostoff

Sameer Lalwani ([@splalwani](#)) est conseiller principal auprès du Special Competitive Studies Project, chercheur non-résident senior au German Marshall Fund et affilié au programme d'études de sécurité du MIT.

Shailender Arya ([@ShailenderAya](#)) est colonel retraité de l'armée indienne, ancien conseiller au ministère indien de la Défense et actuellement conseiller principal chez The Asia Group.

David Brostoff ([@dbrostoff](#)) est chercheur contractuel au Stimson Center et a précédemment été analyste de recherche sur l'Asie du Sud à l'United States Institute of Peace.

Comment citer cette publication

Sameer Lalwani, Shailender Arya, David Brostoff, « Les cinq leçons de l'opération "Sindoor" », *Le Rubicon*, vol. 6, 3 juillet 2026 [<https://lerubicon.org/les-cinq-lecons-de-loperation-sindoor/>].

<